



ARRETE MUNICIPAL

S-30/07/2024-19

AUTORISANT
L'AMENAGEMENT DE LA FACADE DU
REZ DE CHAUSSEE DE LA COUR
D'APPEL
«AGENCE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE»

28 Rue Victor SCHOELCHER
97200 FORT DE FRANCE

ERP de TYPE W et L de la 3ème
CATEGORIE

Direction Générale Adjointe
Chargée de la Prévention du
Développement Durable et de
L'Ecologie Urbaine

Direction de la Sécurité
et de la Tranquillité Publique

Service Sécurité Civile
DGA-PDDEU/DSTP/SC/MF/JP/LT

Affaire suivie par : J.PLUTON
julie.pluton@fortdefrance.fr

Tél. 0596 59 60 44

LE MAIRE DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le Code du Travail
- VU** Le Code de la Construction et de l'Habitation, ses articles L 123-14 et, R 123-19, R152-4 et 152.5, notamment ;
- VU** l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de **Type W et L de 3ème Catégorie**.
- VU** L'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 22 Juin 1990 portant approbation des dispositions complétant le règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de Panique dans les établissements recevant du public de la **3ème catégorie**.
- VU** la demande de changement d'affectation d'un bâtiment en établissement recevant du public N°AT 972 209 24 B0002, formulée par l'agence pour l'immobilier de la justice concernant l'aménagement de la façade du rez de chaussée de la cour d'appel
- VU** L'avis favorable émis par le Service Territorial d'Incendie et de Secours, le 25 juillet 2024.

CONSIDERANT que l'établissement recevant du public ainsi aménagé est un établissement **Type W et L de 3ème Catégorie**, et que l'effectif du public est fixé à 700 personnes.

CONSIDERANT les dispositions particulières qui s'appliquent aux établissements **de 3ème catégorie de type W et L**

SUR PROPOSITION du Directeur Général des Services de la Ville de Fort-de-France

ARRETE

ARTICLE 1

Est autorisée l'aménagement de la façade du rez-de-chaussée de la cour d'appel sis 28 Rue Victor SCHOELCHER- 97200 Fort de France.

ARTICLE 2

Le projet devra être réalisé conformément aux rapports de sécurité et aux plans produits à l'appui de la demande de transformation d'un bâtiment susvisée dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure où nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 4

Le Maître d'ouvrage ou l'exploitant de l'établissement sera tenu d'adresser au Maire, au plus tard 15 jours avant la date prévue, une demande d'autorisation d'ouverture de son établissement au public.

ARTICLE 5

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié à l'agence pour l'immobilier de la justice, et inséré au registre des actes administratifs de la Ville de Fort de France.

Fort-de-France, 1 aout 2024

Le Maire,



Didier LAGUERRE